

## Pour une meilleure participation des villes aux dialogues régionaux sur la migration

*Par Alexandre Porteret*

L'augmentation continue de la part de la population mondiale vivant dans des zones urbaines a placé les villes au premier plan de la gestion de la migration et de ses défis actuels. Les villes sont aujourd'hui des acteurs clés et des partenaires de choix pour les dialogues régionaux et inter-régionaux sur la migration, et la prise en compte de leurs priorités pourrait être bénéfique à ces derniers à plusieurs égards.

### Des acteurs clés de la migration

Avec près d'un migrant sur cinq vivant aujourd'hui dans l'une des vingt plus grandes villes du monde, la migration est plus que jamais un phénomène urbain, et le rôle clé des villes dans la gestion de la migration a vocation à être rendu toujours plus central du fait de l'accroissement du taux d'urbanisation qui peut être observé chaque année au niveau mondial.

Les villes représentent une source potentielle de connaissances et d'expériences pour les différents dialogues régionaux et inter-régionaux sur la migration, et en particulier pour ceux qui couvrent des régions caractérisées par une urbanisation forte ou étant vouée à évoluer rapidement dans les années à venir, comme c'est le cas des Processus de Rabat et de Khartoum, ou encore du Dialogue sur les migrations en Afrique de l'Ouest (MIDWA).

L'Afrique est en effet le continent qui connaîtra le taux de croissance urbaine le plus rapide au monde d'ici 2050, avec une croissance annuelle d'environ 1% en moyenne sur la période 2015-2050. Comme le montre l'initiative [Africapolis](#), plateforme soutenue par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) qui recense les données de près de 7 500 villes en Afrique, les 20 plus grandes villes du continent représentaient déjà à elles seules près de 130 millions d'habitants en 2015.

Cette urbanisation rapide est par essence vouée à influencer sur le contexte migratoire de régions où sont présents plusieurs dialogues régionaux et inter-régionaux sur la migration. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest, région jusqu'alors caractérisée par un taux d'urbanisation relativement faible en comparaison avec d'autres régions d'Afrique ou d'Europe, et dans laquelle sont présents le [Processus de Rabat](#) et le MIDWA, verra plus de la moitié de ses habitants vivre dans des villes dès 2024. Du fait de cette tendance, le taux d'urbanisation moyen dans la région couverte par le Processus de Rabat, dialogue intergouvernemental réunissant vingt-huit pays d'Afrique et trente pays d'Europe, passera d'environ 64% à la fin du deuxième trimestre 2018 à plus de 70% d'ici 2035.

Inviter les villes à joindre les discussions sur la migration aiderait les dialogues régionaux à reconnaître le rapport complexe qui lie la migration et l'urbanisation, ainsi qu'à s'informer sur les défis auxquels les villes font face en matière de migration du fait de l'accroissement du taux d'urbanisation dans les régions qu'ils couvrent. En incluant mieux les villes dans leurs activités, les dialogues régionaux pourraient également répondre au besoin exprimé par les villes de mieux contribuer aux discussions régionales et globales sur la migration.

### **Un besoin exprimé par les réseaux internationaux de villes**

La volonté des villes d'être associées aux discussions intergouvernementales sur la migration a en effet été manifestée par plusieurs réseaux internationaux d'agglomérations au cours des dernières années. La 8<sup>e</sup> édition du Sommet Africités, organisé par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique en novembre 2018, a par exemple conduit à l'adoption de la Charte des collectivités territoriales d'Afrique sur la Migration, dans laquelle ces dernières ont plaidé pour leur participation effective en matière de coopération sur la migration.

Des recommandations ont aussi été formulées en ce sens dans le cadre de l'initiative Migration Ville à Ville en Méditerranée ([MC2CM](#)), qui vise à contribuer à améliorer la gouvernance des migrations au niveau des villes, et dans laquelle sont engagées des villes comme Tanger, Lyon ou Madrid. Dans une série de recommandations politiques adoptées à Beyrouth en 2017, les représentants de villes de MC2CM ont eux aussi insisté sur l'importance des programmes communs mondiaux et régionaux sur les migrants, ainsi que sur la nécessité de se concentrer sur les autorités locales et les politiques de développement urbain.

La question de l'inclusion des représentants des villes dans les discussions globales sur la migration fait en outre partie des sujets discutés dans le cadre du Forum des Maires sur la Mobilité, la Migration et le Développement depuis son lancement en 2013. La première édition du forum s'est tenue à Barcelone en 2014 avec le soutien de CGLU, qui représente aujourd'hui plus de 240 000 villes et métropoles et environ cinq milliards de personnes à travers le monde. À l'issue de ce forum, les villes participantes ont adopté la [Déclaration de Barcelone](#), dans laquelle elles ont pour la première fois demandé à la communauté internationale de considérer les villes comme des acteurs clés pour l'élaboration des politiques migratoires.

### **Les villes et le Pacte mondial sur les migrations**

L'adoption de la [Déclaration de Berlin](#) lors de l'édition 2017 du Forum a ensuite marqué la détermination des maires à contribuer aux négociations du Pacte mondial sur les migrations. Le Forum de Berlin a été suivi, en novembre de la même année, par la Conférence mondiale sur les Villes et la Migration, organisée conjointement par l'IOM, ONUHabitat et CGLU. C'est lors de cet événement, qui a pris place dans la ville de Malines afin de saluer les politiques

d'intégration de cette agglomération de Belgique qui compte près de 138 nationalités pour un total de 86 000 habitants (et dont le maire, M. Bart Somers, s'est vu décerner le prix de « Meilleur maire du monde » en 2016 par la City Mayor Foundation), qu'a été adoptée la [Déclaration de Malines](#).

Ce texte, qui couvre de nombreuses thématiques communes aux questions de migration et d'urbanisation, constitue l'une des contributions majeures des villes au Pacte mondial et traduit la volonté des représentants de plus de 50 agglomérations de participer aux mécanismes régionaux et globaux existants sur la migration. Ce véritable besoin des villes de voir mieux reconnaître leur rôle primordial pour la gestion de l'impact de la migration se trouve d'ailleurs au cœur de la Déclaration sur les villes travaillant ensemble pour les migrants et les réfugiés, adoptée lors du cinquième Forum de Marrakech le 8 décembre 2018 comme contribution finale des maires au Pacte mondial, et présentée deux jours plus tard par la maire de Montréal, Mme Valérie Plante, aux dirigeants nationaux présents au Maroc pour l'adoption du Pacte.

L'inclusion des villes dans le Pacte mondial, qui marque donc l'aboutissement d'un long processus de consultation de la CGLU, doit être saluée. Le Pacte mondial prône en effet une approche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, et il souligne la place centrale qu'occupent autorités locales pour la réalisation de plusieurs de ses objectifs, notamment en ce qui concerne l'information aux migrants, l'accessibilité des filières de migration régulière, l'assistance aux migrants en situation de vulnérabilité, ou encore l'intégration et la cohésion sociale.

### **Vers une meilleure participation des villes aux discussions régionales sur la migration ?**

Mais le Pacte mondial ouvre également la voie à une meilleure participation des villes dans le cadre des dialogues régionaux et inter-régionaux sur la migration, puisqu'il appelle à recourir aux autorités locales pour recenser les besoins et les possibilités de coopération internationale, ainsi qu'à prendre en compte les vues et priorités de ces dernières dans les stratégies de développement, les programmes et les plans relatifs à la migration. Les priorités du Forum Global sur la Migration et le Développement pour l'année 2019 permettent également d'illustrer cette tendance. En effet, l'Équateur, qui assurera cette année la présidence de cette plateforme qui a contribué depuis 2016 aux négociations du Pacte mondial, a inscrit au nombre de ses priorités thématiques la question du soutien aux villes d'arrivée grâce à la cohérence des politiques et aux partenariats multipartites, afin notamment de comprendre le rôle que les gouvernements nationaux et les autres partenaires peuvent jouer pour faciliter le succès des villes en matière d'accueil et d'intégration.

Il est donc nécessaire, afin de ne pas laisser ces appels sans réponse et de s'aligner sur les objectifs du pacte mondial sur la migration, d'encourager les dialogues régionaux à mieux associer les villes aux discussions qu'ils organisent.

Les villes sont vouées à rester, du fait de leur attractivité croissante, des acteurs déterminants de la migration. Elles sont des bénéficiaires majeures de ce phénomène et sont également parmi les premières à faire face aux défis qu'il comporte. L'expérience, les connaissances et les bonnes pratiques développées par les villes en matière de migration sont autant d'éléments sur lesquels les dialogues régionaux pourraient capitaliser, et qui pourraient venir alimenter les discussions intergouvernementales sur la migration tant sur le plan régional qu'inter-régional. Les discussions seraient enrichies par les contributions des villes participant aux débats en qualité de représentantes des réseaux internationaux d'agglomérations, ou en tant que membres des délégations nationales partenaires des dialogues. Les villes, de leur côté, pourraient profiter de leur participation aux échanges pour partager leurs points de vue et rapprocher les discussions des réalités au niveau local.

La potentielle valeur ajoutée d'une meilleure participation des villes aux discussions communes sur la migration s'impose par ailleurs déjà à certains dialogues régionaux. Les partenaires du Processus de Rabat signataires du nouveau cadre de coopération stratégique du dialogue (le [Plan d'Action de Marrakech](#)) se sont par exemple engagés, en mai 2018, à capitaliser sur les acquis des réseaux de villes existants, notamment à travers l'organisation de réunions de pair à pair impliquant les autorités compétentes et les villes de la région du dialogue.

L'un des objectifs premiers que partagent les différents dialogues régionaux actifs en matière de migration est de parvenir à une compréhension commune de ce phénomène. Or, pour y parvenir, il est indispensable que les discussions portent sur tous les aspects de la migration. Les initiatives visant à faciliter la participation des villes aux discussions régionales sur la migration doivent en ce sens être encouragées, puisqu'elles contribueront à une meilleure prise en compte de l'urbanisation et de ses dynamiques par les décideurs politiques et les acteurs de la coopération internationale en matière de migration.

*Alexandre Porteret est chargé de projet associé à l'ICMPD.*

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de son auteur, et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ICMPD.*